

Collection de droit international public

ROBERT KOLB

Professeur aux Universités de Neuchâtel, Berne et Genève
(Centre universitaire de droit international humanitaire)

Le droit international des conflits armés

Précis

Helbing & Lichtenhahn
Bâle • Genève • Munich

Bruylant
Bruxelles

Table des matières

Avant-propos

Partie I

Aspects généraux et évolution historique du *ius in bello*

Chapitre I

Aspects généraux 5

- A. L'importance et la possibilité d'existence du droit des conflits armés. 5
- B. Les raisons d'existence du droit des conflits armés. 8
- C. Questions de terminologie. 9
 - 1. Droit de la guerre. 9
 - 2. Droit des conflits armés. 10
 - 3. Droit international humanitaire. 11

Chapitre II

Historique du droit des conflits armés 13

- A. Position du problème. 13
- B. L'histoire ancienne du droit de la guerre 14
 - 1. L'Extrême Orient 14
 - a) L'Inde 14
 - b) La Chine 15
 - c) La Polynésie 15
 - d) Le Japon 16
 - 2. Le Proche Orient 16
 - a) Les Hittites 16
 - b) Les peuples Israélites 17
 - c) L'Islam 17
 - 3. L'Amérique précolombienne. 18
 - 4. L'Afrique noire pré-coloniale. 19
 - 5. Le monde gréco-romain. 19
 - 6. Le Moyen Age chrétien. 21
 - a) L'Occident 21
 - b) Byzance. 22
 - c) Evolutions. 22
- C. L'histoire moderne du droit des conflits armés. 23
 - 1. La phase de la naissance: Solférino et ses suites. 23

2. La phase de la première codification interétatique: les Conventions de La Haye de 1899 et de 1907.	26
3. Une phase de recul: l'époque de la Société des Nations	29
4. Une phase de renouveau et de doutes: les premières années des Nations Unies.	32
a) Le retour d'anciens démons.	32
b) Le renouveau.	33
5. Une phase chaotique et de remise en cause des bases: les années 1950.	34
a) L'état chaotique des sources.	34
b) Le réveil de tendances de discrimination.	35
6. Une phase centrée sur les conflits armés infra-étatiques: les années 1960 et 1970.	38
7. Une phase d'expansion rapide: les années 1990.	42

Chapitre III

Les sources du droit des conflits armés.	50
A. Les sources conventionnelles.	50
B. La source coutumière.	53
C. Les principes généraux de droit.	55

Chapitre IV

Aspects de structure du droit international des conflits armés.	57
A. Les principes constitutionnels du droit des conflits armés.	57
1. La nécessité militaire.	57
2. Les restrictions absolues du droit des conflits armés (règles du droit des conflits armés).	58
3. Une restriction relative du droit des conflits armés (la proportionnalité).	58
B. L'articulation du <i>ius ad bellum</i> avec le <i>ius in bello</i>	61
C. Le problème de la «guerre totale».	65

Partie II

Le droit positif des conflits armés

Chapitre I

L'applicabilité du droit des conflits armés.	71
A. Applicabilité <i>ratione materiae</i>	71
1. La notion de «conflit armé».	71
B. Le conflit armé international.	72
a) L'affrontement armé de fait	72
b) L'état de guerre déclarée.	74
c) L'occupation sans résistance d'un territoire.	74

d) Les guerres de libération nationale.	76
3. Appréciation générale du seuil d'entrée au droit des conflits armés internationaux.	78
4. Le conflit armé non-international.	79
a) Les conflits armés non-internationaux purs.	79
aa) Le conflit armé non-international selon l'article 3 commun des Conventions de Genève.	79
bb) Les conflits armés non-internationaux selon l'article 1 du Protocole additionnel II de 1977.	83
b) Les conflits armés non internationaux internationalisés.	85
aa) Le conflit armé non-international avec reconnaissance de belligérance.	86
bb) Le conflit armé interne avec sécession réussie.	87
ce) Le conflit armé interne avec l'intervention d'un ou plusieurs Etats étrangers.	88
dd) Le conflit armé non-international avec intervention d'une organisation internationale (notamment les Nations Unies).	92
5. Appréciation générale des seuils d'entrée au droit des conflits armés non-internationaux.	93
B. Applicabilité <i>ratlone persone</i>	94
1. Position du problème.	94
2. Les sujets destinataires du droit des conflits armés.	94
a) Un sujet par excellence: l'Etat	94
b) D'autres sujets selon le principe d'effectivité.	95
aa) Les Organisations internationales (notamment les Nations Unies).	95
bb) Les mouvements de libération nationale (MLN).	98
ce) Les entités non-étatiques.	99
dd) Les individus.	101
3. Extension du champ d'application conventionnel par des accords ou déclarations <i>ad hoc</i>	102
a) L'article 2 § 3 des Conventions de Genève: l'acceptation de la Convention par un Etat non-partie.	103
b) L'article 3 § 3 des Conventions de Genève: l'acceptation de la Convention par des accords spéciaux entre les parties à un conflit armé non-international.	104
c) Les Déclarations unilatérales d'application des Conventions de Genève (ou d'autres textes).	105
C. Applicabilité <i>ratione loci</i> . Prédominance du principe d'effectivité ...	106
D. Applicabilité <i>ratione temporis</i>	106
1. Le début de l'application du droit des conflits armés.	106
2. La fin de l'application du droit des conflits armés.	106
a) La fin d'application objective.	107

aa) La fin des opérations militaires.	107
bb) La fin des détentions et des internements.	108
ce) La fin de l'occupation militaire.	109
b) La fin d'application subjective.	111
E. Applicabilité indirecte du droit des conflits armés.	
Application par analogie du droit des conflits armés.	113

Chapitre II

Les règles substantielles du droit des conflits armés. 114

A. Les principes généraux. Les deux principes fondamentaux: le choix des moyens et la protection des personnes.	114
B. Le «Droit de La Haye»: la conduite des hostilités dans les conflits armés internationaux.	114
1. Aspects généraux.	114
2. Le principe de distinction (civils/militaires).	115
a) L'interdiction d'attaquer les personnes civiles.	115
aa) Sources.	115
bb) Jurisprudence.	117
ce) Contenu de la règle.	117
dd) La pratique.	118
ee) Les obligations correspondantes de l'attaqué.	119
ff) Protection d'autres personnes hors de combat.	120
b) Interdiction d'attaquer les biens civils.	120
aa) Sources.	120
bb) Jurisprudence.	121
ce) Contenu de la règle.	121
dd) La règle interdisant toute destruction inutile.	124
ee) La présomption du caractère civil d'un bien.	125
ff) Le principe de précaution.	125
gg) La pratique.	126
c) Interdiction des attaques indiscriminées.	128
aa) Sources.	128
bb) Jurisprudence.	129
ce) Contenu de la règle.	129
dd) La pratique.	131
3. Les lieux immunisés contre les attaques.	132
a) Les localités non défendues.	132
b) Les zones neutralisées.	133
c) Les zones ou localités sanitaires, de sécurité ou démilitarisées.	133
d) Les biens culturels et les lieux de culte.	134
d) Les biens indispensables à la survie de la population civile.	135
f) L'interdiction de porter gravement atteinte à l'environnement naturel.	136

g) L'interdiction d'attaquer des ouvrages et installations contenant des forces dangereuses.	137
4. Les armes interdites.	138
a) Les armes qui rendent la mort inévitable.	139
b) Les armes qui causent des maux inutiles/superflus.	139
c) Les armes à effets indiscriminés.	142
E. Les interdictions concrètes de types d'armes.	142
6. L'arme nucléaire.	146
a) L'arme nucléaire soumise au droit des conflits armés.	147
b) L'arme nucléaire affranchie du droit des conflits armés.	148
7. Les moyens et méthodes interdits.	149
a) La perfidie.	149
b) Le refus de quartier.	152
c) L'enrôlement forcé de ressortissants de la partie adverse.	153
d) L'enrôlement d'enfants entre 15 et 18 ans ou en-dessous de 15 ans.	153
e) Les représailles armées.	154
C. Le «Droit de Genève»: le traitement des personnes protégées.	155
1. Aspects généraux.	155
2. Les Conventions de Genève I et II: le droit au secours et à la protection des victimes militaires. Champ d'application et régime juridique.	156
3. La Convention de Genève III: la protection des prisonniers de guerre.	157
a) Applicabilité <i>ratione personae</i> : le «combattant».	157
aa) Le combattant régulier.	159
bb) Les personnes à statut spécial.	164
ce) La présomption du statut de prisonnier de guerre.	166
b) Le régime juridique applicable aux prisonniers de guerre.	168
aa) Le traitement humain.	168
bb) Le traitement égal.	168
ce) La capture.	169
dd) Le devoir de ne pas exposer le prisonnier au danger.	170
ee) Le port d'uniformes et d'insignes; le salut et le respect du rang.	170
ff) Le travail.	171
gg) La discipline militaire.	172
hh) La propriété.	172
ii) La représentation.	173
jj) Le décès.	174
kk) Le procès de prisonniers de guerre.	175
ll) Le rapatriement.	176
4. La Convention de Genève IV: la protection des civils au pouvoir de la partie adverse.	178

a)	L'applicabilité <i>ratione personae</i> : le civil «au pouvoir de la partie adverse»	178
b)	L'intangibilité des droits	180
aa)	Article 7	180
bb)	Article 8	181
ce)	Article 47	181
c)	Le régime juridique applicable aux civils protégés	187
aa)	Les Règles générales: articles 27 et suivants de la Convention IV	187
bb)	Le traitement des ressortissants ennemis (adverses) sur le territoire d'un belligérant: article 35 et suivants de la Convention IV	188
d)	L'assistance humanitaire	196
D.	Le droit relatif à la guerre maritime	198
1.	Aspects généraux	198
2.	Les zones de guerre navale	199
3.	Les objectifs militaires	200
4.	Les moyens et les méthodes de guerre	201
5.	La visite, la capture (prise) et la contrebande de guerre	202
a)	La visite	202
b)	La capture (prise)	203
c)	La contrebande de guerre	204
6.	Les navires de guerre et les navires de commerce	209
7.	La guerre maritime dans un conflit armé non-international	210
E.	Le droit relatif à la guerre aérienne	211
1.	Aspects généraux	211
2.	Les principes généraux relatifs aux hostilités	212
a)	L'analogie avec les règles générales	212
b)	Les règles particulières	212
F.	Les conflits armés non internationaux	213
1.	Aspects généraux	213
2.	L'article 3 commun aux Conventions de Genève de 1949	214
a)	Signification	214
b)	Contenu	215
aa)	Premier cercle: Principe d'humanité sans discrimination	216
bb)	Deuxième cercle: Les interdictions spécifiques	216
ce)	Troisième cercle: Soin des blessés et malades	216
dd)	Quatrième cercle: L'organisme humanitaire impartial	216
3.	Le Protocole additionnel II de 1977 relatif aux conflits armés non-internationaux	217
a)	Signification	217
b)	Contenu	218
aa)	Premier cercle: Principe du traitement humain (articles 4-6)	218

bb) Deuxième cercle: Traitement des blessés, malades et naufragés (articles 7-12).	220
ce) Troisième cercle: Protection de la population civile (articles 13-18).	221
G. Le droit des conflits armés comme droit impératif (<i>ius cogens</i>).	223
1. Portée du caractère impératif du droit des conflits armés.	223
2. Le problème des réserves aux conventions humanitaires.	225
H. La Clause Martens.	227
I. Le droit des conflits armés dans ses relations avec le droit des droits de l'homme.	228
1. Evolution depuis 1945.	228
2. Conceptions doctrinales.	233
a) Les intégrationnistes.	233
b) Les complémentaristes.	233
c) Les séparatistes.	233
3. Evaluation des relations possibles entre droit des conflits armés et droits de l'homme.	234
J. Le «droit d'initiative humanitaire» du Comité international de la Croix-Rouge.	235
1. But et objet du droit d'initiative.	235
2. Contenu du droit d'initiative.	237
3. La pratique.	237

Chapitre III

La mise en œuvre et la sanction du droit des conflits armés	239
A. Aspects généraux.	239
B. Mécanismes de contrôle et de sanction	240
1. Les mécanismes normatifs.	240
a) La diffusion (en anglais « <i>dissémination</i> ») du droit des conflits armés.	240
b) La clause obligeant les parties à respecter et à faire respecter le droit humanitaire.	241
2. Les mécanismes institutionnels.	243
a) La Puissance Protectrice.	243
b) L'activité du CICR.	244
c) La Commission internationale d'établissement des faits.	245
3. Les mécanismes pénaux.	249
C. Evaluation du système de sanction.	253
Conclusion générale	255
Bibliographie	257
Index alphabétique	293